

ARCEP
Consultation publique
« Dégroupage : perspectives d'évolution »
Travaux préparatoires au quatrième cycle d'analyse de
marché du haut et du très haut débit

Avertissement

Ce document constitue la contribution du Point d'appui national Aménagement numérique des territoires au CETE de l'Ouest à la consultation publique proposée par l'ARCEP. A ce titre, le PAN ANT est seul responsable de son contenu.

C'est en tant que groupe d'experts et d'observateurs du domaine que le PAN ANT participe à cette consultation, sans engager les administrations centrales des ministères en charge des politiques publiques d'aménagement du territoire.

1. Synthèse de la contribution

Depuis plus de dix ans, le dégroupage a animé le marché du haut débit DSL en créant les conditions d'une concurrence par les infrastructures qui a apporté des prix très compétitifs¹ et des offres de services diversifiées et innovantes. L'ARCEP conclut dans la présente consultation publique que le dégroupage atteindra ses limites dans les prochains mois, avec 90% des lignes dégroupables à l'horizon de la prochaine analyse de marché, mi-2014, si les règles actuellement en vigueur sont maintenues en l'état.

On observe que les parts de marchés des principaux opérateurs FAI sont relativement stables depuis quelques années, si l'on excepte les fusions et rachats, preuve que la concurrence sur le haut débit fixe n'est plus aussi vive qu'au début du déploiement de l'ADSL.

Si dans les territoires non encore dégroupés, les performances du réseau sont souvent limitées et les services moins riches, notamment en raison du fait que les NRA sont raccordés en cuivre, le PAN ANT suppose que l'urgence pour les territoires semble davantage être une amélioration des services disponibles que la concurrence entre les FAI. En effet, au même moment, des opérateurs déploient le FttH dans certaines communes et les collectivités préparent l'arrivée de la fibre ou mettent en oeuvre des projets de déploiements de RIP FttH. Le dégroupage n'apparaît donc plus comme une priorité dans ce contexte.

Travailler à améliorer le dégroupage, c'est investir sur un réseau dont l'extinction devrait se faire dans les 15 à 20 ans à venir, voire même plus tôt si une volonté se fait jour pour accélérer un calendrier naturel, alors que le FttH est déployé pour des décennies.

C'est pourquoi il faut agir rapidement pour que les usagers mal desservis aujourd'hui voient leur situation s'améliorer et que les investissements consentis soient utiles sur la plus grande durée de temps possible. Il apparaît par conséquent nécessaire de fixer de nouvelles règles pour les années à venir, correspondant à la prochaine analyse de marché, avec un double objectif :

- proposer des services plus riches et plus performants dans les territoires,
- préparer efficacement l'arrivée du très haut débit, en donnant la priorité au FttH.

Le PAN ANT suggère au régulateur de mettre en place les dispositifs *ad hoc* pour fibrer tout de suite les très petits NRA dont il estime qu'ils pourraient ne jamais être dégroupés. Ceci afin d'accélérer le déploiement du FttH sur leurs zones arrières par la réalisation d'une première étape de déploiement : la collecte.

En conclusion, en premier lieu, il apparaît raisonnable de prendre des mesures réglementaires propres à obtenir de l'opérateur historique qu'il raccorde en fibre optique ses NRA au lieu de laisser cette charge aux collectivités, aidées ou non par les financements de l'Etat ou de l'Europe.

En second lieu, l'ARCEP devrait examiner la possibilité d'une concurrence par les services, au premier rang desquels la télévision, au lieu de tenter d'étendre le dégroupage, pour une concurrence par les infrastructures

Enfin, pour ce qui concerne l'éventualité d'une régulation différenciée en fonction de zones à définir (NRA potentiellement dégroupables, NRA peu probablement dégroupables), l'impossibilité de définir des zones géographiques spécifiques rend cette approche peu lisible, en particulier pour les collectivités qui seront des acteurs essentiels de la poursuite du dégroupage. Malgré l'usage en vigueur depuis des années consistant à parler de zones dégroupée et non dégroupée, la dispersion et la petite taille des zones arrières des NRA visés compliquent singulièrement l'approche.

¹ L'ADSL français est le moins cher d'Europe

2. Réponses aux questions de l'ARCEP

2.1. Question n°1 : bilan des actions de régulation

L'ARCEP a, ces dernières années, agit sur les trois types de coûts présentés dans le graphe ci-contre. L'essentiel du coût pour une ligne dégroupée (plus des deux tiers) est dû à la location de la ligne de cuivre soumise à péréquation au niveau national, le dernier tiers étant réparti à parts égales entre les "petits tarifs" et la collecte.

Cet éclairage intéressant ne peut expliquer, à lui seul, le désintérêt des opérateurs concurrents de France Télécom pour le dégroupage des petits NRA.² En effet, l'analyse porte sur un NRA d'une taille moyenne, donc assez loin de la dimension des petits NRA non encore dégroupés qui sont au centre de la présente consultation publique.

En revanche, le graphique ci-dessous, tiré du document de la consultation, est bien plus explicite de la situation des petits NRA, non encore dégroupés.

Il semble que pour limiter significativement le coût du dégroupage de ces NRA, qui devient rapidement exorbitant en –dessous de 500 lignes, il faille agir à la fois sur les petits tarifs et sur la collecte.

Les coûts examinés ici ne sont pas les seuls qui entrent dans le prix de revient d'un abonnement ADSL dégroupé. En particulier, sur des territoires étendus à faible densité de population, le coût du SAV est nécessairement plus élevé qu'en agglomération. En effet, un technicien de dépannage qui parcourt les routes départementales avec son véhicule fait moins d'interventions par jour et consomme davantage de carburant. D'autres postes de coûts sont peut-être eux aussi sensiblement augmentés pour les NRA de petite taille situés pour l'essentiel dans les départements à faible densité.

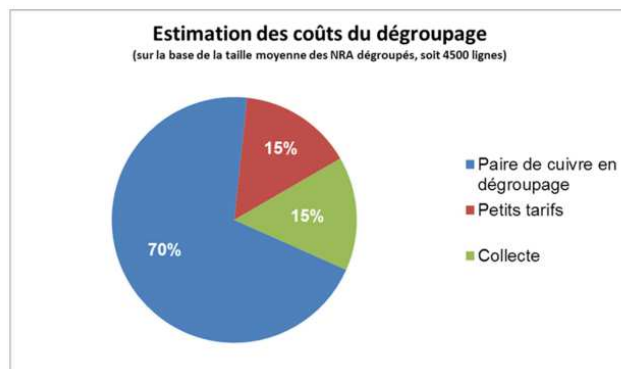


Figure 2 : les coûts du dégroupage

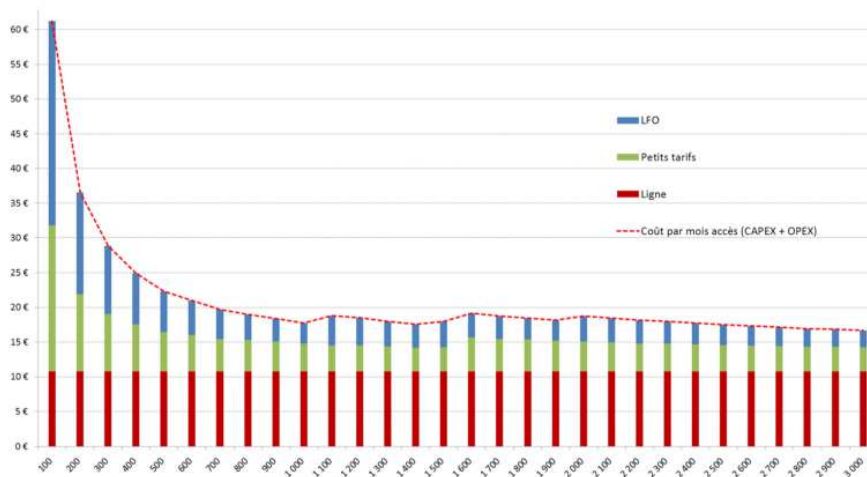


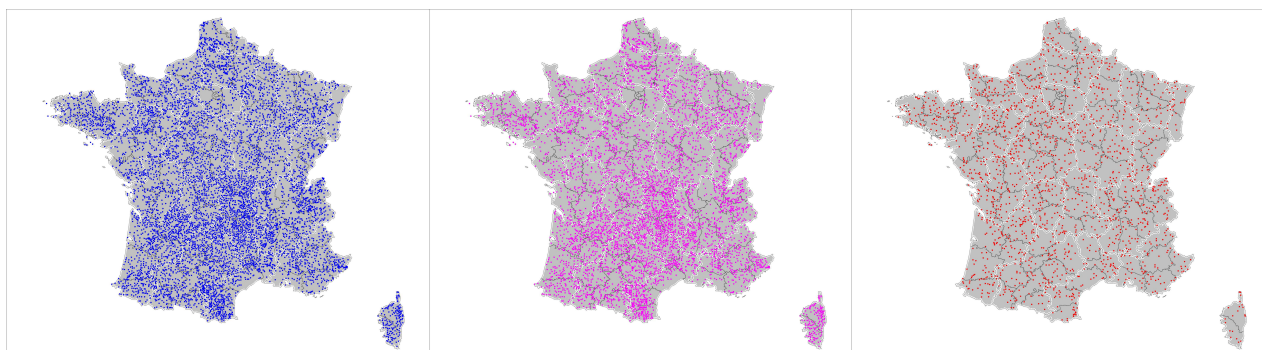
Figure 11 : évolution des coûts du dégroupage en fonction de la taille du NRA sur la base des tarifs de l'offre de collecte LFO (paramètres du modèle mis en consultation + hypothèses pénétration 68 %, part de marché 25 %, longueur moyenne de la fibre de collecte 10 km)

² Un examen du fichier des NRA de France Télécom montre que, globalement, les NRA qui ne seraient pas dégroupés mi-2014 selon l'hypothèse de l'ARCEP sont ceux dont la taille est inférieure à 750 lignes, exception faite des NRA dégroupés par les collectivités ou les S/R concernés par des opérations de montée en débit.

L'ARCEP estime qu'au total, 7 700 NRA sur 15 662 devraient être dégroupés mi-2014. Dans un classement par taille décroissante, ce nombre correspond *grosso modo* à un seuil de 750 lignes. Ne disposant pas d'un fichier des NRA non dégroupés, le PAN ANT, en première approximation, a établi une cartographie des NRA sur la seule base de leur taille à partir du fichier 2013 des NRA publié par France Télécom :

- **carte 1** des 7 962 NRA restants quand on a retiré les 7 700 plus grands NRA dégroupés à mi-2014,
- **carte 2** des 5 987 NRA les plus petits (moins de 500 lignes occupées en distribution), qui pourraient, selon l'ARCEP, ne jamais être dégroupés,
- **carte 3** des 1 975 NRA dont la taille est comprise entre 500 et 750 lignes, qui pourraient, selon l'ARCEP, être dégroupés moyennant de nouvelles dispositions réglementaires.

Un point de couleur a été placé au centre de la commune pour chaque NRA identifié dans la base. Si plusieurs NRA existent sur la même commune dans la catégorie visée, un seul point apparaît.



Carte 1

Carte 2

Carte 3

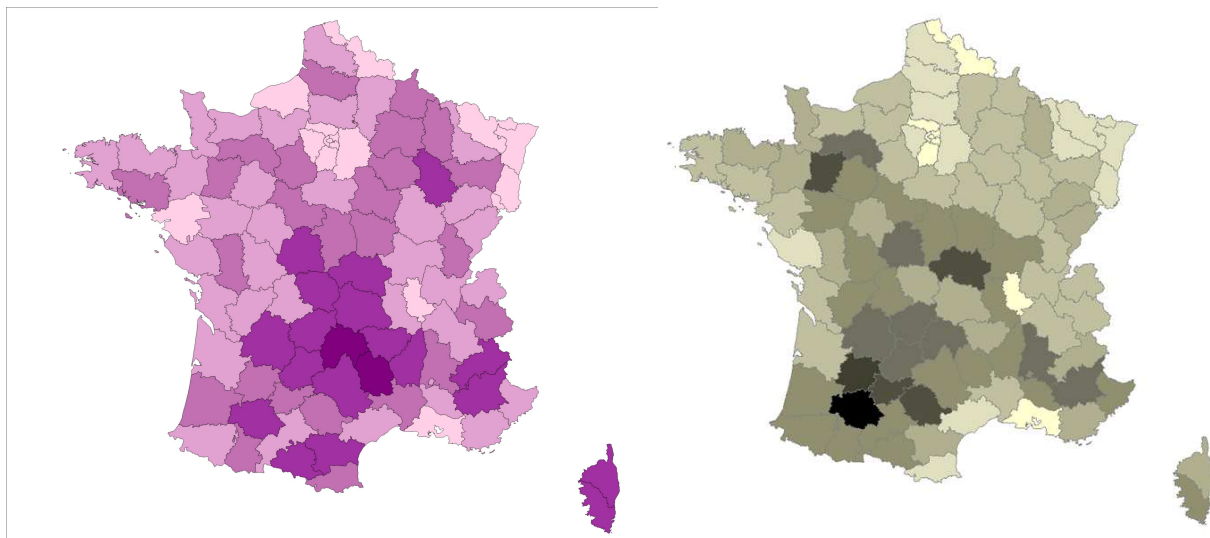
On observe que, s'agissant des très petits NRA, (carte 2) certains territoires en concentrent un grand nombre alors que les NRA de 500-750 lignes sont plus répartis de façon plus homogène sur la France entière.

Y a-t-il corrélation entre dispersion de l'habitat et présence de très petits NRA ?

Le nouveau cahier des charges de l'appel à projets THD dans le cadre du Plan France THD prend en compte la dispersion de l'habitat, en moyenne par département, pour aider davantage ceux qui auront le plus de difficultés à déployer le FttH. Le PAN ANT a donc étudié l'éventuelle corrélation, sur un même territoire, entre dispersion de l'habitat et nombre de très petits NRA (moins de 500 lignes) susceptibles de ne jamais être dégroupés.

La carte de gauche représente le taux de NRA <500 lignes ramené à la population par département, le dégradé de couleur correspondant à des valeurs décroissantes du plus intense au plus clair.

La carte de droite montre, du plus dispersé (en noir) au moins dispersé, en crème, le niveau de dispersion de l'habitat.



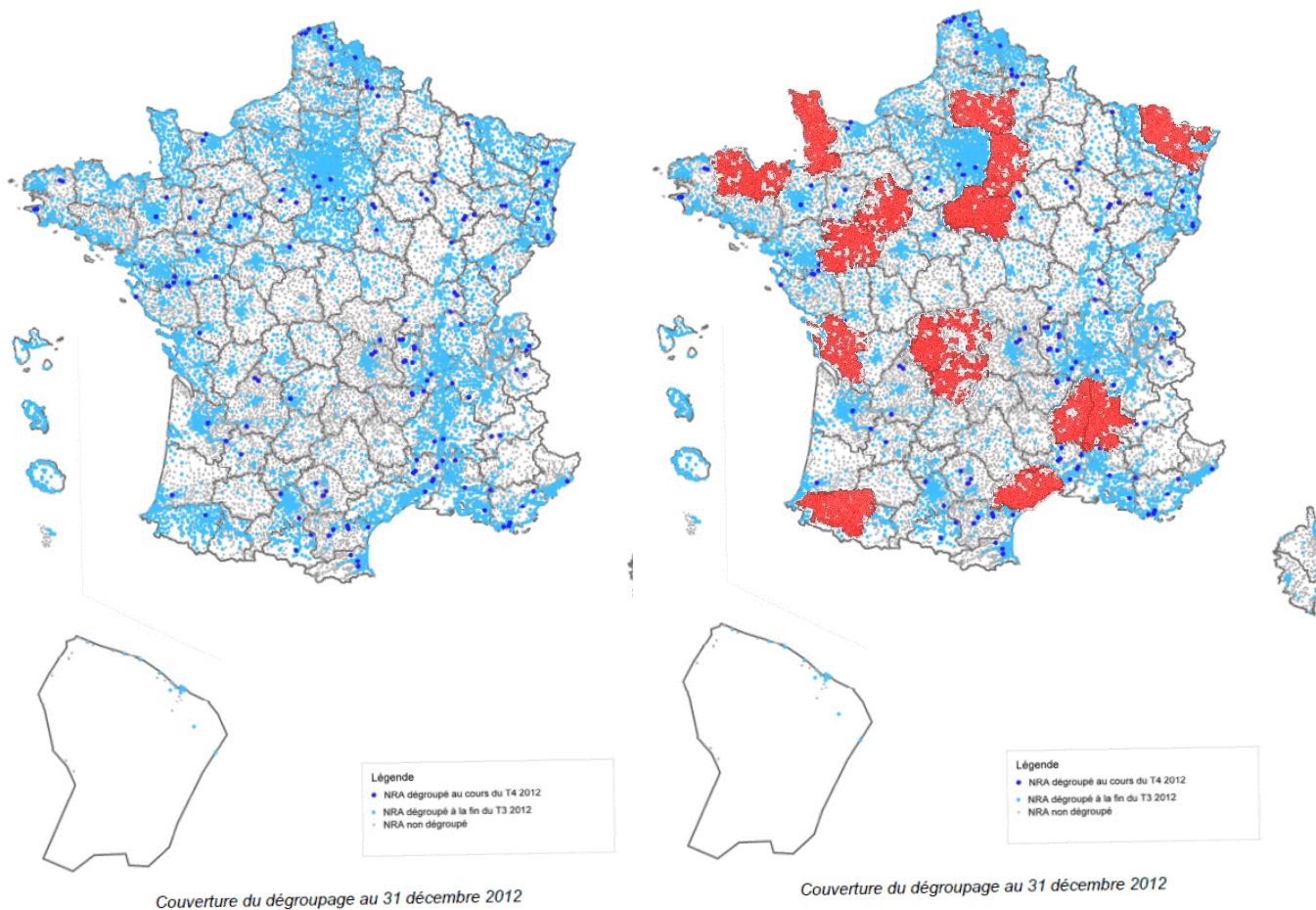
A l'examen de ces deux cartes, il semble qu'il n'y ait pas de corrélation entre un habitat dispersé dans le département et le nombre de NRA de très petite taille. En effet, on relève :

- des départements à l'habitat peu dispersé qui possèdent un taux élevé de très petits NRA : l'Aude, le Morbihan, la Haute-Marne par exemple,
- des départements à l'habitat très dispersé avec un taux de très petits NRA dans la moyenne (la Mayenne, le Tarn-et-Garonne, les Hautes-Alpes) mais aussi avec un taux relatif de très petits NRA élevé (le Gers, l'Allier).

2.2. Question n°2 : bilan de l'action des RIP sur le dégroupage

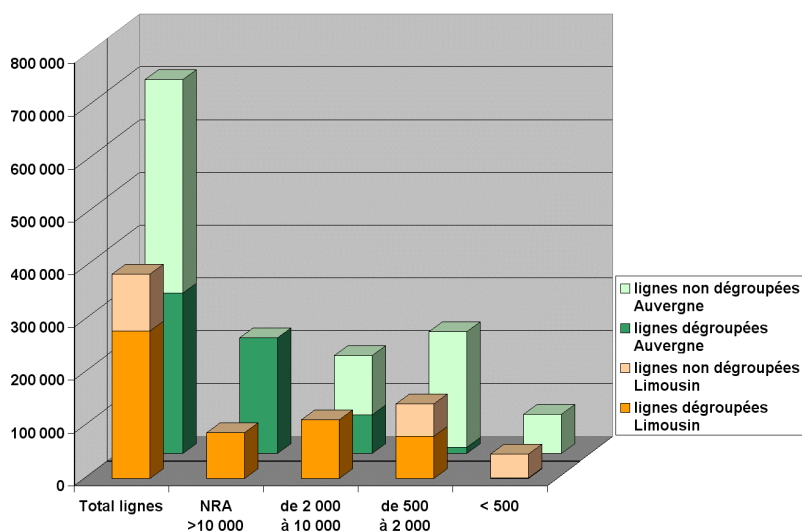
Le PAN ANT partage l'analyse de l'ARCEP en ce qui concerne l'impact positif des RIP sur le dégroupage des petits NRA.

A titre d'illustration de ce phénomène, la carte ci-dessous des NRA dégroupés, issue de l'observatoire de l'ARCEP, démontre l'influence significative des RIP sur le dégroupage des NRA, dont les NRA de petite taille (en rouge sur la carte de droite).



Autre illustration : le graphe ci-contre, basé sur des données datant de 2009, compare la situation de deux régions voisines présentant des caractéristiques géographiques et économiques similaires, l'une, le Limousin, ayant bénéficié d'un RIP régional (le réseau du syndicat mixte DORSAL), et l'autre, l'Auvergne, n'en ayant pas bénéficié.

La situation semble avoir peu évolué 4 ans plus tard car le nombre de lignes dégroupées se situe aujourd'hui à peine au-dessus de 50 % pour l'Auvergne et de 60 % pour le Limousin, selon les statistiques mises en ligne par le site Degroupnews.



2.3. Question n°3 : Intentions et stratégies des acteurs publics en matière de dégroupage et de montée en débit

Bien que n'étant pas directement concerné par cette question, le PAN ANT souhaite faire part à l'ARCEP des remarques suivantes qui ont trait à la mise en oeuvre de la montée en débit au moyen de l'offre PRM.

L'ARCEP affirme qu'une opération de montée en débit est sans effet sur le dégroupage. Est-ce qu'un bilan des opérations PRM a été fait et confirme-t-il que chaque fois que le NRA concerné était dégroupé, les FAI concurrents de France Télécom ont installé leurs équipements au sous-répartiteur transformé en NRA-MeD ? Ou bien le constat est-il que dans une proportion non négligeable, ces FAI ont perdu leurs clients dégroupés ?

Le PAN ANT s'interroge sur ce point car, à sa connaissance, si l'offre PRM permet et même favorise le dégroupage, elle ne le rend pas obligatoire. Il serait donc intéressant de s'assurer que les mesures financières compensatoires prévues dans l'offre visant à maintenir la situation de dégroupage sont efficaces.

Dans la négative, il conviendrait d'analyser les causes du désintérêt des FAI à s'installer au NRA-MeD, afin de prendre d'éventuelles mesures correctives.

2.4. Question n°4 : moyens pour étendre la couverture du dégroupage.

Le raccordement des NRA en fibre optique : un pré-requis

Dans certains départements ruraux, le nombre de NRA non encore raccordés en fibre optique est important. Le Gers en compte par exemple près d'un quart.

Or, le raccordement en fibre est un pré-requis du dégroupage. L'opérateur historique n'y voyant aucun intérêt économique ne raccordera vraisemblablement pas les plus petits NRA en fibre optique sur ses fonds propres. Il faut donc trouver des mesures incitatives, tant en direction des opérateurs privés que publics, avec un objectif de raccordement rapide en fibre optique du plus grand nombre de NRA afin d'améliorer au plus tôt le service aux usagers qui ne disposent souvent que de débits limités à 2Mbit/s et au mieux de 8Mbit/s. Par voie de conséquence, tous les usagers auront accès à un panel de services plus riche qu'ils soient abonnés de l'opérateur historique ou abonnés d'autres FAI en mode non dégroupé.

En outre, dans la perspective de l'extinction du cuivre, la fibre optique au NRA est la condition *sine qua non* de la persistance d'un service filaire de communications électroniques pour les usagers actuels de l'ADSL, *a priori* le FttH, éventuellement une combinaison à inventer de fibre optique et de cuivre téléphonique pour les derniers mètres par exemple.

Opticalisation des NRA : faut-il se résigner aux seuls financements publics ?

La plupart des projets de RIP de deuxième génération, dont notamment les dossiers récents soumis au FSN dans le cadre de l'appel à projets THD, incluent le raccordement en fibre optique des derniers NRA sur cuivre du territoire, tout au moins les plus importants.

La question qui demeure est : est-ce normal ou même souhaitable, du point de vue de la bonne utilisation des finances publiques ?

Dans la mesure où la régulation du FttH est partie du principe que les infrastructures qui seront mobilisées pour le déploiement de ce nouveau réseau seront celles, mutualisables, du réseau téléphonique, on peut affirmer que les NRA seront des nœuds du futur réseau optique. Par conséquent, le « fibrage » des NRA, même les plus petits, est une étape incontournable pour préparer l'arrivée de la fibre dans les territoires.

Pour aller jusqu'au bout de ce raisonnement, une collectivité dont le territoire est caractérisé par un habitat très groupé dans des petits villages, a en projet de fibrer un grand nombre de sous-répartiteurs qui les desservent dans le cadre de l'offre PRM. L'objectif est de voir les FAI proposer aux habitants le VDSL2, désormais validé pour un déploiement commercial et considéré comme pouvant offrir des services très haut débit.

Les décisions des opérateurs privés, qu'ils agissent pour leur compte ou pour celui d'une collectivité dont ils reçoivent une aide financière, sont toujours guidées par des considérations de rentabilité économique. En fonction de leur situation et leur activité, ces décisions sont de deux types :

- faut-il relier tel NRA en fibre optique ?
- faut-il dégroupier tel NRA ?

Quelques départements ont demandé à leur délégataire, qui est un grand FAI, de raccorder en fibre la quasi-totalité des NRA (Manche, Pyrénées-Atlantiques³). Ces RIP ont eu pour effet d'étendre largement le dégroupage sur le territoire de leur délégation.

Du côté de l'opérateur historique, la situation diffère : en supposant que la régulation permette de l'inciter fortement à fibrer ses petits NRA, encore faut-il aussi que cette régulation aide au maximum les FAI tiers à les dégroupier si l'objectif d'étendre encore le dégroupage demeure.

2.5. Question n°5 : commenter le constat du ralentissement du dégroupage.

Pas de commentaires.

2.6. Question n°6 : Possible différenciation du territoire en fonction des perspectives de dégroupage

Pour cette question, l'ARCEP interroge les opérateurs de RIP sur la liste des NRA fibrés par leur réseau de collecte et sur leurs tarifs. Le PAN ANT a néanmoins souhaité apporter ses commentaires sur l'analyse qui précède la question.

Influence du dégroupage sur le taux de pénétration du haut débit ADSL

En écrivant simplement que le taux de pénétration du haut débit ADSL en zone dégroupée est de 67% contre 60% en zone non dégroupée, on laisse penser que les 7% d'abonnés supplémentaires en zone dégroupée sont dus au dégroupage. Les raisons sont peut être ailleurs.

Par exemple, on peut se demander quelle est la typologie socio-professionnelle des habitants des zones non dégroupées. Si le nombre moyen de lignes des NRA restant à dégroupier est de 500, on s'intéresse dans la majorité des cas à des NRA en zone peu dense, souvent même rurale. Le lecteur peut se reporter à ce propos aux cartes présentées au chapitre traitant de la question 1.

L'étude du CREDOC de 2012 sur LA DIFFUSION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE met en évidence que, sur plusieurs thématiques, les zones rurales sont moins équipées ou moins utilisatrices des services de communications électroniques.

Il conviendrait d'étudier précisément quelles sont les raisons qui expliquent la moindre appétence de ces populations pour ces services numériques : un désintérêt culturel pour le numérique ou des performances du haut débit si mauvaises qu'elles détournent les populations locales des services en ligne, rendus inconfortables voire inutilisables dans des conditions normales ?

³ Voir carte plus haut

Quels NRA dégroupé à court et à moyen terme ?

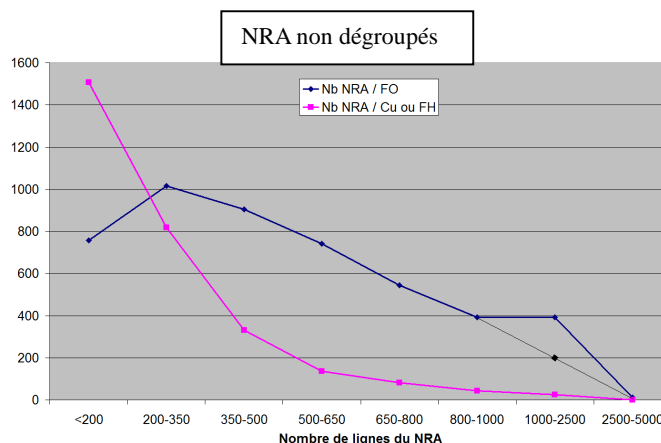
Pour d'évidentes raisons économiques, les premiers NRA dégroupés dans l'année à venir devraient logiquement être ceux qui sont déjà raccordés en fibre optique. Ceux encore reliés en cuivre doivent d'abord être raccordés en fibre, ce qui est peu probable via le seul financement privé compte tenu de leur faible potentiel économique (250 lignes en moyenne).

A mi-2014, l'ARCEP estime que 9,6% des lignes ne seront toujours pas dégroupées. Elles se répartissent entre les NRA opticalisés ou non. A l'aide des données du tableau de la page 22 de la consultation, le PAN ANT a réalisé la courbe ci-après.

La courbe des NRA non opticalisés montre une allure décroissance exponentielle qui traduit un phénomène statistique classique. En revanche, si les chiffres sont exacts, celle des NRA opticalisés présente deux anomalies dans son allure qui méritent qu'on s'y arrête :

- le nombre des plus petits NRA opticalisés (<200 lignes) est inférieur à ses deux catégories supérieures (200-350 et 350-500)
- le nombre de NRA dans la tranche 1 000-2 500 lignes est trop important.

Concernant les plus petits des NRA (<200 lignes), il s'agit sans doute souvent de NRA résultants d'opérations de résorption de zone blanche (NRA-ZO) ou de montée en débit (offre PRM) et non de NRA historiques. Sans ces opérations, le nombre de ces très petits NRA opticalisés serait bien inférieur à ce qu'il est.⁴



Le nombre de NRA non dégroupés dans la tranche 1 000-2 500 lignes, qui, si on interpole la courbe, devrait être de 200 NRA plus faible (trait fin sur le graphe) interpelle. Pour quelle(s) raison(s) les opérateurs et FAI n'ont-ils pas dégroupé ces 200 NRA ? Est-ce en raison d'un effet de seuil dans la tarification ? Ce fait devrait être expliqué.

Zones à forte densité de très petits NRA et communes prioritaires de la 4G

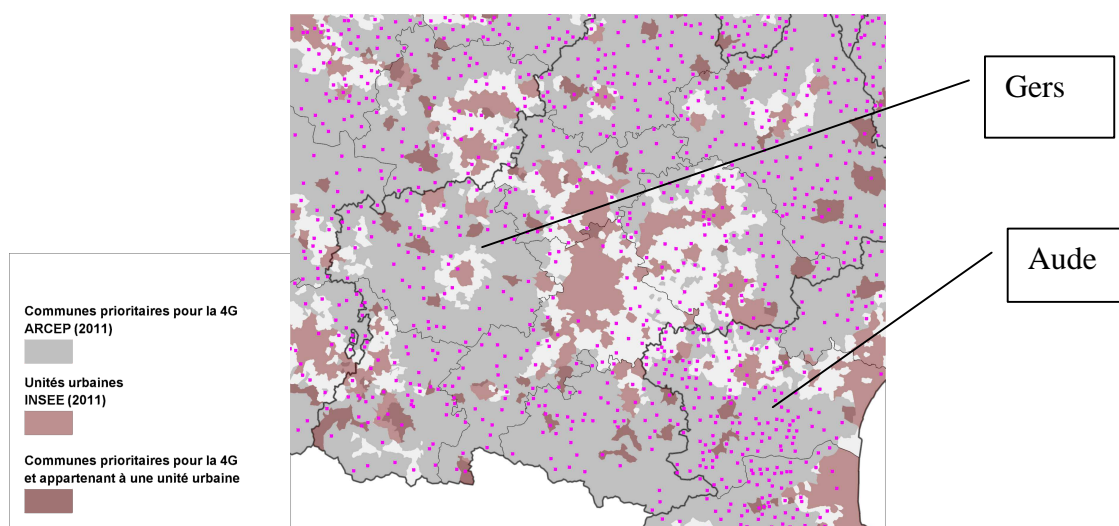
La 4G est souvent présentée, dans l'univers des RCE, comme une alternative potentielle au très haut débit filaire pour les territoires à faible densité. Dans le cadre de l'attribution des licences 4G, l'ARCEP a défini des communes prioritaires ayant fait l'objet d'engagements de déploiement par les opérateurs. Cette obligation porte sur 22 700 communes avec une première échéance en 2017 : une couverture de 40% de la population de ces communes. Il y a donc concordance dans le temps avec la prochaine analyse de marché.

Cela amène à s'interroger sur les synergies ou concurrences possibles entre les deux types de réseaux, le déploiement de la 4G d'un côté et la poursuite du dégroupage de l'autre, pour apporter un meilleur service dans ces territoires. Après comptage national du nombre de NRA de petite taille situés dans des communes prioritaires de la 4G, on dénombre :

- 4 482 NRA de moins de 500 lignes,
- 1 196 NRA entre 500 et 750 lignes.

On fait donc le constat que près de 60% des très petits NRA sont situés dans des communes prioritaires de la 4G.

⁴ L'information se trouve dans le dernier fichier des NRA publié par France Télécom



Cette carte du sud de la région Midi-Pyrénées présente les très petits NRA dans deux départements situés aux trois quarts en zone prioritaire 4G : le Gers, où ils sont peu nombreux, et l'Aude, où il y en a un grand nombre.

Ainsi se pose la question de savoir si la poursuite du dégroupage dans les communes prioritaires de la 4G peut freiner la pénétration de la 4G et réciproquement, si la présence de la 4G est susceptible de perturber le modèle économique des RIP qui fibreront les NRA en vue d'un éventuel dégroupage.

2.7. Question n°7 : Evolution de l'offre LFO

Pas de commentaire.

2.8. Question n°8 : projets de déploiement de réseau de collecte (opérateurs privés et publics).

Pas de commentaire.

2.9. Question n°9 : taille minimale du NRA économiquement dégroupable.

Pas de commentaire.

2.10. Question n°10 : adaptation des conditions économiques du dégroupage par la régulation

Pas de commentaire.

2.11. Question n°11 : critère de décision de dégroupier un NRA.

Pas de commentaire.

2.12. Question n°12 : motivations annexes à dégroupier.

Pas de commentaire.












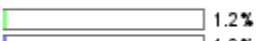

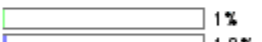

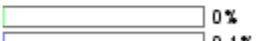
2.13. Question n°13 : autres facteurs limitants du dégroupage.

Statistiques de déploiement des réseaux ADSL français

(nombre de NRA équipés par les opérateurs pour chaque technologie, associé au nombre de lignes éligibles)

09/04/2013

Zone d'analyse: France & DOM

Opérateur	ADSL	ADSL2+	TV	Couverture ADSL sur 18278 NRA et 35,471 M lignes
 france telecom	15 505 NRA 34,682 M lig	13 435 NRA 18,959 M lig	6 899 NRA 21,378 M lig	
 SFR	5 555 NRA 27,057 M lig	5 514 NRA 18,221 M lig	5 338 NRA 19,862 M lig	
 Bouygues Télécom	4 972 NRA 25,934 M lig	4 970 NRA 17,486 M lig	4 864 NRA 19,104 M lig	
 free	4 711 NRA 26,366 M lig	4 711 NRA 22,466 M lig	4 711 NRA 23,954 M lig	
 comptel	849 NRA 15,022 M lig	797 NRA 13,023 M lig	789 NRA 9,159 M lig	
 outremer telecom	191 NRA 673 201 lig	71 NRA 297 176 lig	186 NRA 458 573 lig	
 mediaserv	155 NRA 641 435 lig	155 NRA 394 890 lig	114 NRA 397 532 lig	
 Domaccess	4 NRA 18 318 lig	4 NRA 11 358 lig	0 NRA 0 lig	

9991 NRA sont équipés par France Télécom pour le ReADSL.

Données non-contractuelles, fournies à titre informatif seulement.

Source: www.DegroupNews.com

Si les données du site Degroupnews sont fiables, le PAN ANT ne disposant pas d'autres informations de la part des opérateurs, il semble que France Télécom propose son service Orange-TV sur 1 500 NRA non dégroupés, puisque l'opérateur concurrent qui offre la télévision sur le plus grand nombre de NRA le fait sur 1 500 sites de moins que lui. On peut en conclure que malgré "les raisons liées au droit de la concurrence", Orange semble proposer ses services de télévision sur ADSL en zone non effectivement dégroupée sur un nombre de NRA relativement important.

S'agit-il de NRA qu'il est possible de dégroupier mais dans lesquels aucun concurrent de l'opérateur historique n'a encore décidé de s'installer ? Il serait intéressant de connaître les raisons de ce phénomène.

Le potentiel commercial pour les FAI tiers sur les NRA non dégroupés

Si la part de marché de France Télécom est importante (>80%) dans les zones couvertes en ADSL par de petits NRA, le nombre d'abonnés qu'un FAI tiers peut espérer capter en offre dégroupée s'il dégroupie le NRA concerné, peut se limiter à quelques dizaines.

Par exemple : pour un NRA de 400 lignes, avec un taux de pénétration du haut débit ADSL de 60%, 10% de parts de marché d'un opérateur tiers correspondent à 24 abonnés potentiels.

Cette situation peut certainement expliquer le manque d'appétence des FAI tiers pour le dégroupage de petits NRA.

2.14. Question n°14 : différenciation zonage dégroupage possible/impossible.

A la différence de la façon dont elle a conduit depuis plus de 10 ans la régulation du dégroupage en fixant des règles qui s'appliquent uniformément à l'ensemble du territoire national, l'ARCEP s'interroge aujourd'hui sur l'opportunité d'une "régulation par zone".

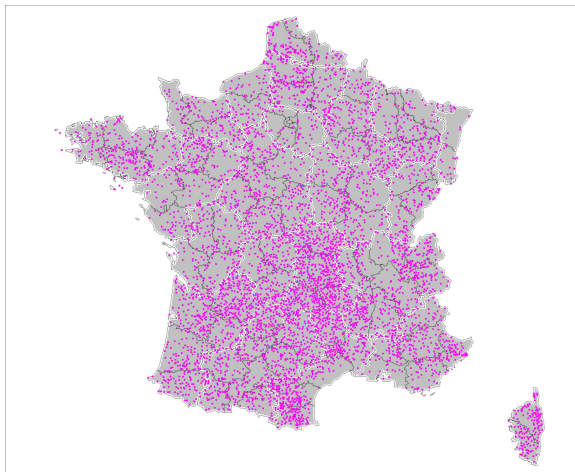
L'ARCEP analyse la situation des NRA non encore dégroupés et les sépare en deux groupes :

- des NRA situés dans "une zone théoriquement dégroupable"
- des NRA situés dans "une zone qui, selon toute probabilité, ne feraient pas l'objet d'un dégroupage".

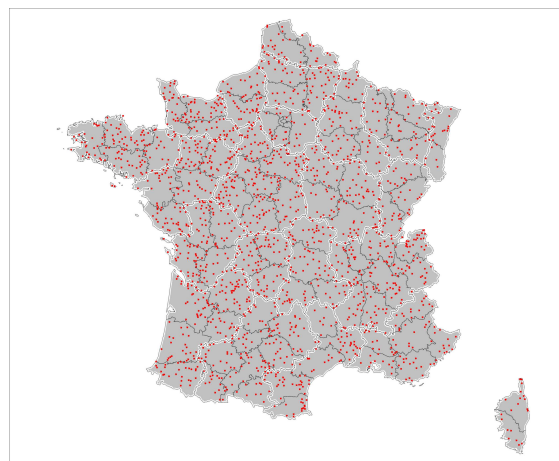
Le PAN ANT propose ci-après sa propre analyse.

Répartition territoriale des NRA restant à dégroupier et des NRA susceptibles de l'être effectivement selon les hypothèses de l'ARCEP

Le PAN ANT présente à nouveau ci-dessous deux cartes représentant en première approximation, la distribution géographique des deux catégories de NRA que l'ARCEP a identifiées.



NRA de moins de 500 lignes



NRA de 500 à 750 lignes

Si on fait abstraction des territoires qui ont, par leur RIP, permis de dégroupier des NRA petits et très petits (les Pyrénées-Atlantiques, la Manche, le Limousin dans une moindre mesure) et qui devraient donc présenter des surfaces de départements avec très peu de points de couleur, ces cartes montrent l'ampleur du chantier de dégroupage des NRA qui resteront non dégroupés à mi-2014.

On observe que des régions de France possèdent un plus grand nombre de très petits NRA de moins de 500 lignes alors que les NRA réputés encore dégroupables (de 500 à 750 lignes) semblent plus uniformément répartis.

Au vu de la cartographie présentée ici, il apparaît que la notion de "zone" utilisée dans le document de consultation en usage pour le dégroupage depuis des années, ne sera pas très lisible, notamment par les collectivités.. En effet, la dispersion des NRA ne permet pas de définir des zones géographiques homogènes à quelque échelle que ce soit. L'échelle des départements, qui est souvent celle des SDTAN, ne convient pas : dans un même département, la répartition des très petits NRA n'est pas homogène. (ex: le Morbihan et les Côtes-d'Armor qui hébergent de très petit NRA surtout dans la zone Centre Bretagne qu'ils partagent avec le Finistère). Il ne pourrait donc s'agir que de la zone arrière de chaque NRA, pris individuellement.

Comment choisir des critères de "dégrouabilité" objectifs et acceptables par les acteurs pour leur pertinence ?

Avec les projets de montée en débit sur cuivre, on dispose de quelques ordres de grandeur de coût d'une liaison fibre entre un NRA et un sous-répartiteur, qu'il faut probablement doubler pour relier un NRA à un réseau de collecte départemental. On se situe probablement dans une fourchette de 200 000€ à 500 000€, ce qui pour un NRA de 500 lignes, revient à 400 à 1 000€ par ligne, jusqu'au double pour un NRA de 250 lignes. A ce niveau de coût, la notion de retour sur investissement ne doit pas être le seul critère de décision amenant à construire ce lien de collecte, voire être purement et simplement écartée. L'impératif d'aménagement du territoire doit prévaloir, position qu'adoptent les collectivités porteuses d'un projet de RIP.

- Le premier critère pourrait être le coût du lien optique entre le réseau d'un opérateur, le plus souvent France Télécom ou un RIP, sans doute ramené à la ligne desservie par le NRA. Toutefois, la mise en oeuvre d'une réglementation s'appuyant sur un seuil de coût paraît quasi-impossible. Néanmoins, sur les années couvrant la prochaine analyse de marché, en ayant toujours présent à l'esprit que le fibrage d'un NRA prépare l'arrivée du très haut débit, il est pertinent d'envisager de raccorder en fibre de petits NRA, ceux du groupe dit "théoriquement dégroupables" par l'ARCEP.
- L'objectif du raccordement en fibre optique, et accessoirement du dégroupage, étant d'améliorer sensiblement les services offerts aux usagers, un autre critère pourrait être le délai d'attente de l'arrivée de la fibre.

2.15. Question n°15 : services audiovisuels IPTV - VOD - TV de rattrapage.

La situation se présente comme une fusée à deux étages dont le second (le dégroupage) pourrait ou non être libéré :

- soit la régulation fait plus que faciliter le dégroupage (concurrence par les infrastructures)
- soit la régulation impose des mesures visant à enrichir les services en zone non dégroupée, en premier lieu en apportant les bouquets de chaînes de télévision dans l'offre bitstream de France Télécom aux FAI tiers. (concurrence par les services).

Si les usagers des zones concernées font peu de cas de la concurrence mais ont de l'appétence pour le triple-play - une étude auprès des consommateurs pourrait confirmer ou non ce point - on peut imaginer d'amener au NRA un bouquet de chaînes TV unique (chaînes gratuites de la TNT et quelques chaînes payantes non liées à un opérateur) que tous les FAI pourraient offrir à leurs abonnés non dégroupés. Une autre option plus consommatrice de bande passante consisterait à transporter tous les bouquets de chaînes TV de tous les FAI, à condition que les DSLAM puissent en assurer la distribution aux abonnés de chaque FAI.

Dans ces conditions, l'opérateur historique augmenterait l'ARPU de ses abonnés en propre et ses revenus de location de ligne ADSL s'il se confirmait que les 10% de taux de pénétration en plus sur les NRA dégroupés se retrouve sur les petits NRA, l'offre de service "bitstream TV" étant alors quasi-identique à l'offre en zone dégroupée.

En conclusion, en premier lieu, il apparaît raisonnable de prendre des mesures réglementaires propres à obtenir de l'opérateur historique qu'il raccorde en fibre optique ses NRA au lieu de laisser cette charge aux collectivités, aidées ou non par les financements de l'Etat ou de l'Europe.

En second lieu, l'ARCEP devrait examiner la possibilité d'une concurrence par les services, au premier rang desquels la télévision, au lieu de tenter d'étendre le dégroupage, pour une concurrence par les infrastructures.

2.16. Question n°16 : nouveau cadre de régulation en zone non dégroupable.

Pas de commentaire.

2.17. Question n°17 : objectifs de régulation en zone dégroupable.

En référence à la réponse à la question 13, le PAN ANT s'interroge sur la réalité de la limitation que s'impose France Télécom concernant l'ouverture de services audiovisuels sur DSL sur l'ensemble des NRA de la zone "dégroupable" où il est le seul opérateur présent.

L'ARCEP considère que si France Télécom ouvre la TV bien avant les autres FAI, ces derniers ne viendront pas dégroupier car ils auront du mal à gagner des clients avec leur offre triple-play. S'agit-il d'une observation basée sur l'analyse de la clientèle d'un nombre significatif de NRA ou d'une hypothèse de travail ? Si les chiffres que nous évoquons plus haut sont exacts, il y a 1 500 NRA dans ce cas.

Quand un FAI dégroupie un NRA, il transforme en premier lieu ses abonnés non dégroupés en abonnés dégroupés et leur offre effectivement le triple-play, et pour certains à un tarif inférieur. Le risque serait qu'il les perde avant d'avoir dégroupé si le triple-play est ouvert par France Télécom bien avant lui.

L'objectif d'une régulation en zone dégroupable serait donc que de permettre aux FAI de conserver leurs abonnés non dégroupés en leur offrant le triple-play sans dégroupier dans des conditions de tarif et de richesse des services aussi proches que possible de leur offre dégroupée nationale.

2.18. Question n°18 : .

Pas de commentaire.

2.19. Question n°19 : .

Pas de commentaire.